

LES CRISES MILITARO-POLITIQUES EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ANALYSEES SOUS LE PRISME DE LA PHENOMENOLOGIE HUSSERLIENNE

Mathurin SONGOSSAYE

songossaye@yahoo.fr

Alexis YANOU

alexisyanou7@gmail.com

Université de Bangui

Submitted : 2025-04-03

valued: 2025-05-10

validated: 2025-05-26

Résumé : La phénoménologie est la science du savoir qui consiste à voir avec les yeux de la conscience. Laquelle conscience, en se saisissant elle-même, saisit les phénomènes de ses expériences intentionnelles. De ce fait, lorsque nous portons un regard phénoménologique sur les crises militaro-politiques en République centrafricaine, il apparaît aussi clairement qu'elles illustrent les preuves apodictiques de la mise entre parenthèse du sujet originaire. Ce qui nous amène à dire que la République centrafricaine traverse la crise de valeurs pour deux principales raisons. Dans un premier temps, la première essence de la crise militaro-politique est l'oubli du sujet originaire dans les préoccupations dont nous retrouverons les fondements dans les approches éducatives et culturelles, politico-économiques et scientifiques des autorités françaises depuis le XIXe siècle jusqu'au XXe siècle, c'est-à-dire pendant la colonisation. Il y a lieu de dire que le sujet originaire oubanguien était utilisé comme un moyen pour satisfaire les besoins économiques, culturels et politiques des colons français au cœur de l'Afrique. Pour sortir de ces crises défavorables, Joseph Ki-Zerbo dans son ouvrage intitulé *A quand l'Afrique* (Ki-zerbo 2003 :175) invite les politiques et le sujet originaire à faire un recours à l'éducation de qualité comme unique moyen par lequel le sujet originaire suspendu de toutes parts, par l'ex puissance coloniale (la France), et les cadres politiques centrafricains de 1960 à 2020 à s'inscrire dans le train du développement qui est en pleine marche. Il souligne : « Sans une éducation africaine, il n'y a rien à espérer ». Par ricochet, la République centrafricaine n'espère rien encore. Les autorités coloniales n'avaient pas cherché à bâtir l'homme pour lequel la future République centrafricaine sera bâtie, parce qu'elles n'envisageaient pas que cette région d'Afrique centrale soit indépendante vis-à-vis de la France.

Dans un second temps, il faut dire qu'en ce XXIe siècle en particulier, la deuxième essence de la crise militaro-politique est stratégiquement centrafricaine. Les responsables politiques

centrafricains de 1960 à 2020 ont fondé toutes les crises militaro-politiques en République centrafricaine sur la base de gouvernance injuste. Pendant la colonisation, ils étaient moulés à gouverner sur la base d'injustice, cette gouvernance injuste du XXe siècle et du XXIe siècle des autorités centrafricaines n'a pas permis au sujet originaire(peuple) de connaître le bonheur, le temps favorable, à cause de la corruption, des détournements de fonds de l'Etat, de népotisme, de tribalisme et surtout de l'absence de l'éducation de qualité pour tous. L'éducation sous ses différentes formes n'était pas adaptée aux réalités culturelles et sociales de Centrafricains, ce qui avait ouvert la voie aux différents coups d'Etat dans le pays. Les autorités centrafricaines n'affirment que leur existence (ipséité) comme la seule vraie certitude et la certitude des puissances extérieures qui soutiennent leur pouvoir comme la seconde certitude. La France, la Russie, la Chine, les USA, etc., pour leurs intérêts économiques, politiques, culturels, géopolitiques et géostratégiques fondent les crises de valeurs en Centrafrique en utilisant à leur intérêt les cadres locaux. Ces pays sont devenus en quelque sorte les directeurs de conscience de certains dirigeants centrafricains qui font souffrir leur peuple dans les différentes crises de *mitsein*.

Mots-clés : Crises, analyse, prisme, phénoménologie.

Abstract: The phenomenology is science to know to see with the eyes of conscience. The conscience takes itself and takes the objects of its experiences. The political crisis in the Central Africa Republic, are the proofs of painful or sore experiences of forgetting human right in our country and in the world. The CAR lives the crisis today because before independence, the coloniser men who were french didn't build good men in Oubangui-chari for leading well the future country CAR. The education of quality had not been given the children. People were exploited on all dimensions. The first reason of the crisis in CAR is colonial. The second reason is local. Since 1960 until today, the political leaders govern for themselves. The injustice is the background of their government. The children don't have good school, good hospital, good houses and they have many social problems. This injustice leading opens the way to many wars in the CAR since 1960 at 2020. Man is killed allwhere and has not the peace to live in his country. We invite the political leaders to humanize their actions in prosperous to life in the society.

Keywords : crisis, analysis, prisme, phenomenology.

INTRODUCTION : Le choix de notre sujet *Les crises militaro-politiques en République centrafricaine analysées dans le prisme de la phénoménologie husserlienne* se justifie dans le contexte où en République centrafricaine, le sujet originaire est suspendu, mis entre parenthèse par les responsables politiques pour des raisons économiques, politiques, géostratégiques et culturelles. La République centrafricaine est un pays enclavé au cœur de l'Afrique, c'est une ex colonie française, elle a eu son indépendance en 1960. La République centrafricaine traverse des expériences douloureuses de son histoire, ce que Husserl appelle *erfargrung*, parce qu'avec la colonisation, les responsables français n'avaient pas cherché à bâtir sur l'ensemble du territoire les hommes et les femmes pour la gouvernance juste de l'Oubangui-Chari, actuelle République Centrafricaine. Les quelques écoles construites ne suffisaient pas aux besoins réels de tous les enfants, ces écoles n'étaient pas adaptées aux réalités culturelles des Oubangiens. C'est ce que le président fondateur Barthélemy Boganda dans son discours du 14 mars 1947 au *congrès national du MRP* dénonce lorsqu'il affirme : Il ne sert à rien d'eupéaniser l'Afrique, l'Asie ou l'Océanie : les problèmes culturels de l'Europe ne sont pas ceux de l'Afrique ou de l'Asie, et surtout ne répondent pas à la vocation de ces derniers. C'est en ce sens que doivent se préparer ceux et celles qui partent là-bas comme instituteurs ou professeurs. Comme administrateurs, autant qu'eux, ils partent là-bas au service des indigènes, au service d'une culture qu'ils ont le devoir de comprendre, bien souvent de susciter.

Avec la proclamation de la république, l'Oubangui-Chari devenu la République centrafricaine le 1^{er} décembre 1958, les responsables politiques locaux n'avaient pas pris la conscience du fondement de l'Etat qui est l'Homme. Lequel Homme sensé être produit de l'éducation de qualité et de gouvernance juste n'était pas bâti malheureusement, pour des raisons inavouées. En gouvernant l'humanité centrafricaine sur la base d'injustice totale, le premier coup d'Etat était effectué par un colonel de l'armée française Jean Bedel Bokassa, d'Origine oubanguienne, en 1966. Ce coup de force est la conséquence immédiate de la gouvernance injuste de David Dacko avec ses acolytes. A l'ère de la gouvernance de Bokassa, il a exercé dans la tyrannie, laissant derrière lui plusieurs conséquences irréparables. Cette manie stratégique de l'oubli des populations centrafricaines au centre des préoccupations politiques, économiques, sociales et culturelles a fondé les différents coups d'Etat en République centrafricaine de 1966 à 2020. L'accession au pouvoir aux moyens non constitutionnels a été, durant cette époque, une culture politique méprisable. De même les crises militaro-politiques en RDC (République Démocratique du Congo), au Soudan du Sud et du Nord, en Haïti et en Ukraine attestent à l'heure où nous parlons l'oubli intentionnel du sujet originaire par les

armées et le politique. La division entre les deux généraux Soudanais fait payer de lourds prix aux populations civiles forcées en exil, sans un réel repère et abandonnées par leurs propres dirigeants. Les intérêts politiques et économiques de ces deux généraux semblent valoir plus que la vie des citoyens Soudanais. Les populations haïtiennes sont aussi mises entre parenthèses par leurs différentes autorités et les gangs armés qui rendent l'Haïti presque'ingouvernable. Tout cela sans l'assistance de la communauté internationale. La crise militaro-politique en Ukraine, un pays européen, de surcroît un pays de civilisation et de progrès nous a beaucoup étonné, parce qu'il semble que l'Europe ne pourrait plus vivre la crise militaire puisqu'elle aurait pris déjà conscience de la grande crise du XXe siècle. Malheureusement, la cupidité féroce des Etats-Unis-d' Amérique, l'affirmation de la puissance russe, l'avarice des Occidentaux et des autorités ukrainiennes ont mis en régression ce qui aurait pu être favorable pour l'humanité ukrainienne, en particulier et pour l'humanité toute entière en générale.

Pourquoi abordons-nous les crises militaro-politiques en République centrafricaine sous le prisme de la phénoménologie husserlienne ? A-t- on prit conscience de toutes les crises de valeurs auxquelles le sujet originaire centrafricain est mis à l'épreuve du XIXe au XXIe siècle ? Le retour au sujet originaire Centrafricain peut-il-être fondé par quoi ? Cette problématique est le guide de notre analyse phénoménologique. Elle consiste à nous rendre au plus près de différentes crises de valeurs en RCA et surtout à saisir les essences qui fondent ces crises. A travers ces démonstrations nous voulons proposer un retour au sujet originaire par la prise de conscience et le choix de *kairos*, le retour fondé par l'éducation de qualité pour tous. En nous offrant la possibilité de saisir les essences de différentes crises en RCA et dans le monde, la phénoménologie se veut une science qui nous propose un *kairos* à l'humanité centrafricaine en particulier et en général à l'humanité toute entière dont le fondement est le retour au sujet originaire oublié pour différentes raisons par les responsables politiques locaux et internationaux. Nous appliquerons la méthode phénoménologique (descriptive) pour faire apparaître les essences inapparentes des crises de valeurs en RCA, en suspendant notre jugement (epochê) pour nous inscrire dans la réduction transcendantale. Elle consiste à nous rendre au plus près des crises centrafricaines pour décrire les expériences douloureuses dans lesquelles la conscience qui, en se saisissant elle-même, saisit les fondements de ses expériences. C'est ce que Husserl nomme la réduction transcendantale car il n'y a de phénomène que pour un regard conscient et tout phénomène doit être rapporté à l'acte de

conscience qui le vise. « La conscience est conscience de quelque chose » dit Jean Paul Sartre dans *L'Être et le Néant*, (Sartre, 1961:68), les crises auront un sens par le travail de la conscience car la conscience est le fondement de sens dans le *lebenswelt*. Ainsi, notre travail est structuré en quatre points suivants : Au premier point, nous aborderons la crise de sujet avec lui et avec l'autre, « *le mitsein* », depuis l'origine de l'Oubangui-chari jusqu'à l'avènement de la République Centrafricaine. Dans le 1.1 nous aborderons les crises de valeurs en Oubangui-Chari et les essences coloniales. En 1.2, nous traiterons de la crise de valeur en République centrafricaine et ses essences politiques locales, en 2 nous mettrons en relief la normalisation des écarts dans le système éducatif centrafricain et en dernier point nous parlerons de la normalisation du commerce des notes dans les établissements privés et publics en Centrafrique.

1. La crise de *mitsein* de l'Oubangui-Chari à la République centrafricaine

1.1 Les crises de valeurs en Oubangui-Chari et les essences coloniales

Le XIXe et le XXe siècle est la période pendant laquelle le sujet originaire oubanguien était mis entre parenthèse. Il n'était pas dans toutes les préoccupations politiques, éducatives, économiques et culturelles des autorités françaises. Pendant cette période coloniale, le sujet oubanguien était condamné à exécuter les travaux forcés (champêtres) sous la chicotte. Il fut le sujet de tous les traitements inhumains. Ce qui était évident comme fait, c'était l'absence de volonté politique coloniale de bâtir les enfants oubanguiens avec une éducation de qualité. Les écoles n'étaient pas construites sur l'ensemble du territoire. La mission de civilisation que la colonisation avait l'air de revendiquer dans la vie des sujets oubanguiens avait un autre but. Le but consistait à exploiter économiquement les Oubanguiens sur leur territoire. Tous ceux qui voulaient se lever contre ces exploitations coloniales étaient destinés à la mort brutale. Le cas de la guerre de « Kongo wara » qui fut une révolution populaire oubanguienne contre les colons français dans la zone de Sud-Ouest de l'Oubangui-Chari est révélateur. Le courage politique de Barthélémy Boganda allait mettre fin à cette exploitation coloniale dans la vie des Oubanguiens avec son combat pour l'indépendance. La République centrafricaine était mal partie en tant qu'Etat avec la colonisation. La colonisation française en passant sur le territoire oubanguien de XIXe au XXe siècle n'a pas bâti l'homme juste pour lequel la République centrafricaine sera construite. Partout en Afrique où la France passait, des écoles étaient construites, écoles adaptées aux réalités culturelles des endroits. C'est le cas du

Sénégal, du Mali, de la Côte d'Ivoire, etc. Malheureusement, en Oubangui-Chari, l'actuelle République centrafricaine, les écoles n'étaient pas construites sur l'ensemble du territoire. Les instructeurs et les formateurs de qualité n'étaient pas formés en quantité pour les besoins éducatifs du pays. Les enfants étaient limités à la formation de la lecture et de l'écriture. La formation scientifique étant réservée à une minorité des Oubangiens, la réussite de cette minorité ne dépendait pas du système éducatif. Ce système n'était pas conforme aux besoins et aux réalités culturelles des Oubangiens mais il dépendait des efforts individuels. C'est pourquoi les premières élites politiques oubangiennes comme Barthélemy Boganda, Abel Goumba, David Dacko pour ne citer que ceux-là avaient réussi par leur effort individuel, avec le concours des missionnaires catholiques associés à la mission de civilisation coloniale. La mise entre parenthèse du sujet était trop évident et exagéré, cela poussait Boganda le 4 août 1947 devant l'assemblée nationale à stigmatiser la France en fustigeant : « Les abus très graves du système colonial qui ne font pas apparaître l'authentique visage de la France mais qui ne nous montre qu'une décevante caricature » (Gouga 2013 : 72). Cette déception s'identifiait dans la brutalisation des populations et le maintien de la majorité de cette population dans l'ignorance, ceci entretenue par la pauvreté. La liste des crimes commis contre l'humanité oubangienne était longue, les sanctions exagérées prises par les administrateurs coloniaux contre les Oubangiens sans défense étaient quotidiennes. Le rapport entre la République centrafricaine et la France avait très mal commencé, laissant un très lourd héritage qui n'a pas été exorcisé. La France avait fait de l'auto-développement en s'appuyant sur l'exploitation des Oubangiens, ce qu'elle appelait « mise en valeur ». Ce terme anodin a suscité la réaction de Joseph Ki-Zerbo lorsqu'il contextualise : « Mise en valeur pour qui ? En réalité, c'était la domination et l'exploitation qu'ils (Français) appelaient la "mise en valeur" ». (Ki-Zerbo, 2003 :151). La République centrafricaine n'avait pas la possibilité d'être un Etat fondé sur l'homme juste à cause de l'héritage lourd que la colonisation a laissé derrière elle. Après la mort du président fondateur Barthélemy Boganda en 1958, l'instituteur David Dacko était devenu le premier président de la République. Sous l'influence française, ce dernier n'avait pas les moyens pour réaliser son programme politique. La gouvernance de la République centrafricaine dans les années 60 était fondée sur l'injustice, caractérisée par la corruption, le népotisme, le clientélisme et le tribalisme. Ce qui ouvrit la voie au premier coup d'Etat de Jean Bedel Bokassa à la Saint Sylvestre de 1966. L'éducation de qualité est l'essence du développement multiforme qui manquait aux

Centrafricains pendant la colonisation et pendant l'indépendance aussi. Si la France avait la volonté de bâtir l'homme de bien au centre de l'Afrique, la République centrafricaine ne connaîtrait pas la régression que nous vivons aujourd'hui.

1.2 La crise de valeurs en République centrafricaine et ses essences politiques locales

Platon dans son ouvrage intitulé *La République* dit au sujet des conditions d'un Etat affirme ceci : « Si tu découvres, pour ceux qui doivent commander une condition préférable au pouvoir lui-même, il te sera possible d'avoir un Etat bien gouverné ; car dans cet Etat, seuls commanderont ceux qui sont vraiment riches, non pas d'or, mais de cette richesse dont l'homme a besoin pour être heureux : une vie vertueuse et sage. Par contre si les mendiants et les gens affamés de biens particuliers viennent aux affaires publiques, persuadés que c'est là qu'il faut aller prendre, cela ne te sera pas possible : car on se bat alors pour obtenir le pouvoir, et cette guerre domestique et intestine perd et ceux qui s'y livrent et le reste de la cité. » (Platon, 370 : 521).

La condition préférable du fondement d'un Etat est l'homme juste, nanti de sagesse pour la gouvernance juste de tous dans une société. Cet homme juste est le fruit de l'éducation de qualité, conditionnée par la volonté politique des dirigeants d'un Etat souverain. Dans un Etat qui a pour but suprême le bien de son peuple, seuls les compétents commandent après avoir médité sur le pourquoi et le comment de leurs actions politiques en faveur de leur peuple. Sans l'homme de gouvernance juste, il sera difficile à un Etat de très bien exister. En 1960 la République centrafricaine obtenait son indépendance de la France, en ayant pour premier président David Dacko. Dès le début de l'indépendance politique, David Dacko instaurait un régime de main de fer pour la gouvernance des Centrafricains qui venaient d'échapper un tout petit peu aux actes inhumains français à travers la colonisation. Ce régime instauré ne favorisait que les proches de Dacko et plongeait la majorité de Centrafricains dans la pauvreté spirituelle et matérielle. Les traitements entre le comité directeur du MESAN parti politique créé par Barthélemy Boganda et le gouvernement de David Dacko mettait en lumière comment les affamés étaient parvenus au pouvoir de l'Etat après la mort de Boganda, en mettant les Centrafricains hors de leurs préoccupations politiques, éducatives et économiques. Les affamés parvenus au pouvoir de l'Etat n'avaient pas le projet sérieux pour bâtir l'homme pour le devenir de la République centrafricaine. Le sujet originaire centrafricain avec le gouvernement de David Dacko était oublié dans l'éducation de qualité, dans le bon système sanitaire, dans de bons projets économiques fiables. Avec David Dacko, les germes de la division et de conflits armés en Centrafrique ont commencé à être semés. Puisque le régime politique de Dacko n'avait pas cherché à savoir ce qui fonde l'Etat en tant

qu'Etat, il poursuivait ses manœuvres politiques anti-développement en ne construisant pas des écoles sur l'ensemble du territoire et surtout en n'investissant pas massivement dans la formation des enseignants, ce que ses collaborateurs de l'Afrique-française faisaient déjà, comme le cas du Sénégal, de la Cote d'Ivoire, du Mali, etc. Les abus d'autorité de Dacko et ses acolytes sur les simples citoyens se donnaient à percevoir quotidiennement. Le train de vie des Centrafricains était minable, comparativement à celui des élus et des ministres de Dacko. La France se voyait obligée de venir en aide par les voies humanitaires aux citoyens centrafricains. L'injustice sociale symbolisant la corruption, le détournement des fonds, le tribalisme et le favoritisme du régime politique de Dacko poussera l'ex-puissance tutélaire à encourager la jeunesse et surtout le jeune colonel Jean Bedel Bokassa à s'emparer du pouvoir de l'Etat. Et la nuit de la Saint Sylvestre en 1966, le premier coup d'Etat était effectué sans grand bruit. La venue de l'instituteur Dacko au pouvoir en 1959 et le coup de Bokassa de 1966 constituaient la mauvaise condition de la fondation de l'Etat centrafricain. Or Platon nous avait déjà averti sur le risque des affamés de parvenir au pouvoir de l'Etat et c'est ce que nous percevons dès le commencement de l'Etat centrafricain avec Dacko et Bokassa. Avec Dacko le peuple centrafricain était mis totalement hors-jeu. La prise de pouvoir par Bokassa n'avait pas été totalement en faveur du peuple centrafricain parce que la philosophie politique de Boganda en faveur de l'homme était suspendue pour faire place à une philosophie de gouvernance dictatoriale. Bokassa, bien qu'il ne fût pas intellectuel, avait le sens élevé pour bâtir l'Etat centrafricain sur l'éducation, malheureusement cette volonté de bâtir les enfants pour le futur de la République a disparu à un certain moment de son règne. Selon Bokassa produire trop d'intellectuels dans son pays constituerait un véritable obstacle à l'affirmation de son empire. Bokassa savait que pour qu'un Etat soit bien bâti, il faut qu'une éducation de qualité soit mise en place. C'est pour cette raison qu'il avait fait construire l'unique université de la République centrafricaine. En allant contre les étudiants et les élèves qui s'opposaient à son projet de tenue unique dans toutes les écoles et en faisant fi de moyens financiers que les parents ne disposaient pas pour procurer aux enfants les tenues, Bokassa fondait son propre départ sur l'Etat centrafricain. C'était une injustice imprédictible car les parents n'étaient pas payés par l'Etat centrafricain qui avait préféré vider ses caisses pour le couronnement de l'empereur. La violence était mise au service de l'armée pour terroriser, tuer et chasser en exil les élèves et les étudiants qui s'étaient levés contre le projet de l'Empereur. Bokassa n'était pas fait pour gouverner. Il était formé par l'armée française pour sécuriser le peuple et ceux

qui gouvernent. De 1966 à 1976 Bokassa dirigeait la RCA d'une main de fer, faisant peur à tous. Ce qui fait dire au philosophe centrafricain Laurent Gomina-Pampali dans son ouvrage intitulé *Un Etat ça meurt* aussi ceci :

« De 1966 à 1976, le pays sera dirigé d'une main de fer, marquée par la peur du complot au sommet de l'Etat et une mégalomanie sans bornes, qui vont faire chez Bokassa l'idée qu'il est "à nul autre pareil" en Centrafrique et qu'il devait y régner pour l'éternité. Mais l'empire de Bokassa est tombé trois ans seulement après sa création (1976), comme un fruit mûr, sans résistance, suite à un putsch militaire conçu et exécuté par l'armée française et qui remet David Dacko au pouvoir (Gomina-Pampali 2017 :28) »

La gouvernance injuste de peuple centrafricain a fondé le départ par un coup d'Etat de Bokassa, et la volonté politique française a ramené au pouvoir pour la deuxième fois l'instituteur David Dacko par le biais de « l'opération barracuda ». Dacko en gouvernant la République centrafricaine pour la deuxième fois sur la revanche, a fondé les mécontentements divers, surtout à cause de la manière avec laquelle il était revenu au pouvoir. La rancune, la méfiance et la gestion des affaires de l'Etat allaient ensemble. Dacko 2 fonda la division entre les Centrafricains. En ce moment de rendez-vous manqué avec le développement de peuple centrafricain, David Dacko, sous l'influence française, Ange Félix Patassé et Abel Goumba se livraient à des luttes sans merci pour le pouvoir sans se soucier de comment bâtir l'Etat pour le bien des Centrafricains. L'opposition ineffable entre les élites politiques centrafricaines se radicalisait et rendait vulnérables les Centrafricains sans perspective d'avenir. Certaines régions de la République centrafricaine comme Obo (Nord-est), Vakaga (Nord) n'avaient ni infrastructures scolaires ni enseignants pour encadrer des enfants centrafricains qui étaient dans ces régions-là. Tous étaient abandonnés à eux-mêmes. David Dacko, après avoir pris conscience de sa limite politique lors de son deuxième mandat, passait le pouvoir de l'Etat entre les mains de général de l'armée centrafricaine André Kolingba. Ceci, selon Dacko pour faire taire ses farouches opposants cités-ci haut. Le sujet originaire était oublié presque par les premières élites politiques centrafricaines. Leur pouvoir avait l'air d'être au-dessus des droits fondamentaux des Centrafricains : l'éducation de qualité, la santé, l'économie, le choix libre et la protection. André Kolingba n'étant pas dans des bonnes conditions pour gouverner, la République centrafricaine, invitait les Centrafricains à se mettre au travail pour cultiver et manger. Tout lui a été rendu difficile par la France dont il ne faisait pas totalement le jeu. L'opposition politique incarnée par Ange Félix Patassé rendait l'exercice du pouvoir difficile au président André Kolingba. Le

tribalisme fondait la fin du mandat de Kolingba. Il était entouré des siens qui pillaient, divisaient et surtout gouvernaient sur la base de patois (ethnie yakoma). Cette gouvernance a été décriée par l'opposant Ange Félix Patassé. Vouloir le bien de son peuple est une vertu rare. Kolingba avait choisi de faire la *tabula rasa* de conflit imprévisible, de haines, de rancunes et de méfiances profondes que l'opposition incarnée par Patassé a vis-à-vis de lui. Il organisa les élections législatives et présidentielles groupées le mois d'août 1993. Ange Félix Patassé remporte les élections au premier tour. Tous les maux de gouvernance injuste qu'Ange Félix Patassé a reprochés à son prédécesseur ont été reproduits par ce dernier et sa suite. Le tribalisme a connu son apogée avec le président Ange Félix Patassé. Le sujet politique s'enfermait dans son solipsisme : « On ne doit pas tendre la main de mendiant à l'étranger », alors qu'on n'a rien pour proposer à son peuple sans salaire, sans un bon système de santé, sans une économie dynamique et sans une perspective d'avenir. Le peuple était soumis à écouter les discours démagogiques vides et sans pragmatisme. L'état de pauvreté avec le président Ange Félix Patassé était élevé. La philosophie de Boganda qui faisait de l'homme la valeur absolue était mise à la poubelle de l'histoire. Boganda dans son discours de 1958 soutenait : « La démocratie est un jeu d'équilibre. De la démocratie, on peut retomber soit dans l'anarchie, soit dans la dictature » (Boganda, cité par Gomina-Pampali dans *Un Etat ça meurt aussi* (2017 :47)). Evidemment, le président Ange Félix Patassé et sa suite étaient tombés dans la barbarie inexprimée lorsqu'une partie de l'humanité centrafricaine était liquidée au su et au vu du monde entier. L'ethnie yakoma dont la région principale est le Mbomou (Bangassou) était chassée, tuée, envoyée en exil forcé. Il les traitait d'étrangers sur leur propre terre natale. De Dacko à Patassé, nous avons les preuves apodictiques des affamés parvenus au pouvoir de l'Etat après la colonisation, pour eux-mêmes d'abord et pour les leurs : le peuple a été oublié. On gouverne pour diviser et régner qu'avec les siens malheureusement. C'est dans ce contexte que le général de l'armée François Bozizé, soutenu par la France et le Tchad de feu président Idrisse Deby Itno, va chasser Patassé du pouvoir le 13 mars 2003. François Bozizé, corroboré par des mercenaires tchadiens et soudais gouvernait en terreur sur tout l'ensemble du territoire centrafricain. La justice qu'il promettait rendre au peuple se transformait davantage en injustice sur plusieurs plans : éducatif, social, économique, politique et culturel. Une partie de l'humanité centrafricaine était exclue dans sa politique. Les populations goulas, rourgas, youlis et des millions de Centrafricains étaient mis entre parenthèse. Ils étaient exploités à tous les niveaux et se sentaient à un certain moment de

l'histoire étranger dans leur propre pays. Les opposants étaient assassinés à petit feu, le cas de **Charles Massi** capturé par l'armée tchadienne et remis à Bozizé. La majorité d'enfants et de jeunes centrafricains n'avaient pas accès à l'éducation de qualité pendant le règne de ce dernier. Pour intégrer l'armée nationale, il a été demandé à ceux qui le désiraient de verser une somme de 5 000 FCFA. Malheureusement le recrutement était fait sur la base du clanisme et du régionalisme, ce qui provoquera la colère de la jeunesse qui était prête à tout. Une jeunesse non-éclairée est un grand monstre pour une nation, car **Aristote** dit qu'un Etat digne de ce nom n'est pas seulement un Etat formel, mais un Etat qui doit se donner les moyens pour éduquer soigneusement ses enfants pour le bien futur. Malheureusement, la gouvernance sans prudence des premiers successeurs de Boganda, a conduit à la régression de ce qui aurait pu être favorable pour les Centrafricains et les peuples de la sous-région. La mise entre parenthèse de l'autre par les dirigeants au pouvoir est l'essence fondamentale de toutes les crises militaro-politiques en République centrafricaine. Le sujet originaire de culture musulmane torpillé sur tous les plans, l'opposition radicale avec la politique française avec le second mandat de Bozizé semé les germes de la rébellion coalition seleka qui va naître dans le nord-est de la République centrafricaine. Tous les accords politiques signés entre les régimes au pouvoir et les opposants politiques n'ont jamais joué en faveur des Centrafricains qui sont pris en otage dans leur propre pays, ceci, depuis 1960 jusqu'en 2016. Le 13 mars 2013 Bozizé va être chassé du pouvoir, laissant le peuple centrafricain devant tous les dangers que lui et sa suite ont semé les grains pendant dix ans (2003-2013). Les mercenaires tchadiens et soudanais ont balayé tout sur leur passage depuis les frontières jusqu'à dans l'intérieur du pays. Tous ceux qui collaboraient avec le régime de Bozizé étaient pourchassés pour rendre des comptes au prix de leur vie. Le barbarisme était le fondement de la gouvernance des Seleka. Les civiles sont tués, brûlés et forcés à l'exil. La communauté internationale était passive. La France fut le premier pays à être remercié par le commandant en chef des Seleka, Michel Ndjotodia. Par rapport aux soutiens politiques et militaires obtenus pour renverser le régime de Bozizé dont le peuple centrafricain fut la plus grande victime, l'armée centrafricaine est dissoute. La présence des forces étrangères comme la FOMAC, la CEMAC, la SANGARIS et la MUNISCA n'a pas permis le retour de *kairos* en République centrafricaine. Le peuple vivait dans la peur et la terreur imposées par les Selekas partout et en tout, car ils avaient le pouvoir de vie ou de mort sur le peuple qui trouvait son refuge dans les différentes églises de Centrafrique. Cette gouvernance ne durera pas deux ans, la

conscience de la communauté internationale l'a reproché, par le biais de « droit » à l'ingérence pour sauver un peuple en péril. A Ndjamena au Tchad le 10 janvier 2014, Michel Ndjotodia et son premier Nicolas Tchangaye sont destitués du pouvoir. Cette destitution fut fondée par la confrontation directe entre la coalition des résistants aux exactions des Seleka sur les civiles. Ces résistants étaient politiquement et foncièrement soutenus par la France et certains hommes politiques centrafricains comme Edouard Ngaissona, coordonnateur national de tous les résistants appelés localement « Antibalaka». Le socio-anthropologue centrafricain Richard Filakota dans son ouvrage *L'Union africaine en crise en Centrafrique* attribue une partie de responsabilités de la crise de valeurs en RCA aux hommes et aux femmes politiques centrafricaines lorsqu'il soutient :

« Les cadres locaux ont leur part de responsabilité par rapport à la situation actuelle de ce pays, car la faillite de l'Etat centrafricain est liée en partie à leur mauvaise gouvernance », (Filakota, 2018 :29). La destitution de Michel Ndjotodia qui a failli en faisant de la RAC un Etat ingouvernable avec ses acolytes les Seleka a conduit à l'élection de Mme Catherine Samba –Panza à la magistrature suprême de l'Etat centrafricain le 25 janvier 2014. Mme Catherine Samaba-Panza gouvernait difficilement le pays, et son pouvoir était trop contesté. Les deux groupes armés Seleka et Antibalaka ne l'ont pas permis d'asseoir son pouvoir sur tout le pays. En 2016 des élections couplées ont été organisées à l'issue desquelles le Professeur Faustin Archange Touadera est élu au second tour. Le pays demeurait toujours dans la grande crise de valeurs humaines. Touadera n'avait pas de mains libres par rapport à tous ceux qui l'ont soutenu à être élu. La souffrance des Centrafricains s'amplifiait avec la question d'insécurité, des écoles en délabrement et des routes impraticables. La crise est qualifiée à un moment de l'histoire de conflit « interreligieux », ce qui n'était pas vrai. Le professeur Faustin Archange Touadera après avoir terminé son premier mandat a organisé les élections en 2020. L'opposition politique ne voulait pas de ces élections, le peuple qui a tant souffert était parti élire à nouveau M. Touadera à la tête du pays. Ce deuxième mandat a fondé la naissance d'une nouvelle rébellion dénommée « Coalition des Compatriotes pour le Changement » (CPC). Chaque régime politique en Centrafrique a la possibilité de signer l'accord de défense avec des partenaires, Touadera en avait signé avec les Russes. Ce sont ces derniers qui ont mis en déroute les rebelles de la CPC en 2020 et ce jusqu'aujourd'hui. Ces partenaires russes ont aussi fait du mal à la population centrafricaine. Les femmes et les hommes ont été violés par ces derniers. Des biens des villageois ont été pillés sans que personne n'en parle. La

barrière de la langue est un grand obstacle entre le peuple centrafricain et les mercenaires de Wagner en RCA. Les essences de la crise de mitsein en République centrafricaine sont centrafricaines. Le sujet originaire est mis entre parenthèse par ses propres dirigeants politiques qui ne se tournent pas vers ce peuple pour le prendre en charge sur le plan éducatif, économique, politique et culturel. C'est pourquoi la crise continue de se donner à voir sur l'ensemble du territoire centrafricain sous différentes manifestations. Le retour au sujet originaire par la prise de conscience de la crise de valeur fondera le temps favorable pour la République centrafricaine. Le temps favorable en Centrafrique sera fondé par l'éducation de qualité pour tous qui, elle aussi, est conditionnée par la volonté politique des autorités centrafricaines.

2. La normalisation des écarts dans le système éducatif centrafricain.

A bien des égards, Aristote dans son ouvrage intitulé *La Politique* au sujet de l'importance de l'éducation de qualité comme fondement du bon citoyen destiné alternativement à gouverner et à être gouverné dit ceci en ces termes :

Mais puisque toute communauté politique est composée de gouvernants et de gouvernés, la question se pose dès lors de savoir si les gouvernants et les gouvernés doivent être interchangeables, ou s'ils doivent rester les mêmes toute leur vie : car il est clair que leur éducation aussi devra répondre à cette division de rôles. (Aristote 1252 :523).

Les multiples crises militaro-politiques en République centrafricaine de 1966 à 2020 sont les conséquences immédiates de la mise entre parenthèse des gouvernés par les gouvernants centrafricains. La normalisation de gouvernance injuste de 1960 à 2013, a fondé les multiples tentatives de coups d'Etat et les coups d'Etat en RCA. La corruption, l'affairisme, le tribalisme, le régionalisme et la facilité institutionnalisée sont les phénomènes immoraux qui se donnent à notre conscience à percevoir dans le système éducatif centrafricain ; les gouvernants centrafricains entretiennent officieusement ce mal dans le système éducatif centrafricain. Ce mal achoppe au progrès réel des gouvernés qui pour se rendre justice contre leurs gouvernants, choisissent librement parfois de corroborer certains coups d'Etat pour se faire une place parmi les nouveaux gouvernants. Aristote dit apodictiquement qu'alternativement les gouvernants doivent s'occuper bien de l'éducation des gouvernés car on bâtera en vain une société tant qu'on ne cherche pas à bâtir l'homme pour lequel cette société est bâtie. Les gouvernés bien bâtis finiront par devenir un jour de bons gouvernants et rendront justice aux gouvernants passés. Malheureusement, l'éducation de qualité est devenue

inaccessible à la majorité d'enfants centrafricains car les gouvernants centrafricains non seulement n'investissent pas assez dans le système éducatif centrafricain mais font pérenniser la corruption, la facilité, la baisse de niveau, le tribalisme et d'autres formes de mal dans le système éducatif centrafricain. Le cas d'intégration des enseignants du fondamental 1 et 2 dans la fonction publique centrafricaine du 2 février 2021 est éloquent. Ce processus d'intégration souffrait de problèmes de corruption entretenue par la direction de ressources humaines, le responsable de cette direction a été suspendu de sa fonction et ses biens mal acquis ont été saisis par l'Etat centrafricain. *Le Rapport d'Etape d'intégration* du 2 février 2021 de la Primature montre tous les errements. Le vivier éducatif du ministère de l'éducation nationale est inférieur à 10 000 enseignants. Tous les enseignants du primaire et secondaire représentent un vivier de 7275 selon *Les Chiffres clés du Ministère centrafricain de l'éducation nationale 2023-2024*. Car l'investissement considérable dans l'éducation des enfants à travers les nouvelles infrastructures scolaires, la formation consistante des enseignants du primaire et secondaire, la bonne prise en charge salariale des enseignants ne préoccupent pas assez les autorités politiques centrafricaines. La recherche d'argent à travers l'entretien de système de corruption à tous les niveaux éducatifs en Centrafrique est devenue normale. Pour inscrire un enfant à l'école, la première condition est l'argent, pour que les élèves du primaire et secondaire soient admis en classe supérieure avec de bonnes notes sans consistance, l'argent demeure la condition. Les diplômes de baccalauréat et de brevet de collège sont obtenus par la normalisation de la corruption. Nous avons aussi le cas des ressortissants camerounais candidats au baccalauréat qui chaque année se rendent en Centrafrique au mois de juin pour passer les épreuves de baccalauréat lors desquelles ils sont toujours admis, et après l'obtention de leur diplôme ils retournent dans leur pays. Ce rituel annuel entre les candidats camerounais au baccalauréat et les autorités du ministère de l'éducation est une preuve de normalisation de corruption dans le système éducatif centrafricain. Comment expliquer la réussite aux différents examens de baccalauréat des candidats ressortissants du Cameroun en Centrafrique chaque année alors qu'ils ne figurent pas sur la liste officielle des élèves candidats réguliers et libres de Centrafrique ? La normalisation du commerce des diplômes dans le système éducatif centrafricain en général et en particulier au sein du ministère de l'éducation nationale plus spécialement à la direction des examens et concours (DEC) est criante. La facilité cache la fragilité, ces pratiques contre productives n'ont pas contribué au développement multiforme de la

République centrafricaine en particulier et de la sous-région en générale. Ces pratiques tant décriées semblent ne préoccuper pas les autorités politiques parmi lesquelles les enseignants s'offrent à notre conscience.

2.1 La normalisation du commerce des notes dans les établissements scolaires privés en Centrafrique

Jacques Delors affirme : « L'éducation, est l'un des principaux moyens disponibles pour promouvoir un développement humain complet et harmonieux et réduire ainsi la misère, l'exclusion, l'ignorance, l'oppression et la guerre ». La déclaration de Jacques Delors au sujet de l'éducation qui est l'essence fondamentale du développement humain multiforme aurait pu être bénéfique au peuple centrafricain si les autorités centrafricaines avaient mis le peuple au centre de toutes leurs préoccupations. On n'aurait pas pu assister aux regrettables crises de valeurs en Centrafrique. La cupidité féroce des uns et des autres n'a pas permis l'humanisation de ce peuple aujourd'hui au XXI^e siècle, siècle d'obscurité imposée par les guerres d'intérêts économiques, culturels, politiques, géostratégiques et géopolitiques. Le ministère centrafricain de l'éducation nationale a l'air de laisser faire au sein de différents établissements scolaires privés créés pour la recherche d'argent. Pourquoi chaque établissement privé en Centrafrique fixe le prix des frais d'inscription scolaire sans passer par les normes fixées par le ministère de l'éducation nationale ? Parce que l'éducation de l'homme dans toutes les dimensions pour la gouvernance juste n'est pas le premier objectif de certains de ces établissements car l'argent constitue la principale *eidos* de leur entreprise commerciale qui a l'apparence de l'entreprise humaniste. Les enfants dont les parents n'ont aucun pouvoir financier ne peuvent fréquenter ces écoles. Mêmes les établissements religieux sensés d'œuvrer en faveur de la formation de l'homme en tant qu'homme se donnent à percevoir dans ces pratiques contre l'homme. La recherche d'argent valorisé dans ces établissements privés conduit à isoler le développement multidimensionnel de l'homme en Centrafrique. Il y a des établissements qui fixent les frais de scolarité à 800 000 FCFA en République centrafricaine, le cas de lycée Charles De Gaulle, établissement scolaire privé appartenant à l'ex- puissance coloniale (France), le lycée Galaxie appartenant 700 000 FCFA, le lycée Pie XII appartenant à l' église catholique en particulier à l'archidiocèse de Bangui fixe les frais d'inscription à 100 000FCFA... Alors que les frais d'inscription scolaire au fondamental 1 d'école publique sont à 2500 FCFA et au fondamental 2 les frais d'inscription scolaire sont fixés à 12 500 FCFA. Les frais d'inscription varient d'un établissement privé à

un autre, fixés conformément à la volonté des fondateurs de ces établissements privés, qui dépendent tous bien entendu du ministère de l'éducation nationale. Or Barthélemy Boganda le président fondateur de la République centrafricaine au sujet de la responsabilité de l'Etat vis – à- vis de l'éducation consistante des enfants futurs gouvernants lors de l'intervention au débat à l'ATO, session ordinaire du 22 avril 1954 dit en ces termes : Les droits de l'Etat sur la question de l'éducation sont de deux sortes :

-mettre les familles en mesure de donner à leurs enfants le degré d'instruction et genre d'éducation choisis par les familles elles-mêmes ; ce qui signifie que l'Etat peut se substituer aux familles défaillantes (mort de parents, indignité, incurie) pour assurer aux enfants au moins le minimum d'instruction et d'éducation ;

-veiller aux contenus des enseignements pour s'assurer que ceux-ci garantissent la cohésion républicaine. « C'est en effet aux familles que revient le choix des maîtres qu'elles estiment les plus sûrs pour former l'esprit et le cœur de leurs enfants. L'Etat n'intervient que pour faciliter ces tâches et veiller à ce que la formation civique ne soit pas en contradiction avec le respect de l'autorité » **Boganda** (1954 :111). Cette philosophie humaniste de Boganda consistant à tirer l'homme de bas vers le haut, de sous-développement vers le développement, est mise entre parenthèse par d'abord le ministère de l'éducation nationale à qui l'Etat centrafricain a confié la responsabilité de l'éducation et ensuite par les autorités politiques qui ont aussi leur responsabilité dans cette mise entre parenthèse de la philosophie du bien, prônée par **Boganda**. L'école est devenue un instrument de division, elle unit les enfants des pauvres qui fréquentent les établissements publics dans lesquels les enseignants ne sont pas bien traités et dont les prix sont abordables et unit les enfants des riches qui fréquentent les établissements qui font l'apologie de l'argent. L'Etat n'a pas l'air de veiller sur l'éradication de ces pratiques immorales dans les établissements privés dans lesquels les volontés extérieures s'affirment pour déconstruire la philosophie du progrès.

Conclusion

Le solipsisme politique est le nœud de grands conflits militaro-politiques dans beaucoup de pays du monde. C'est le cas de la République centrafricaine. Le solipsisme politique se définit comme le refus de s'ouvrir à *l'Alter-Ego* qui comble les limites de *l'Ego*. *L'Ego* certes, est le fondement de connaissance parce qu'il pense et qu'il est. Or, *Ego* en voulant ignorer l'existence *d'Alter-Ego* qui est son miroir d'identification comme le dit Emmanuel Levinas, se crée et crée le conflit de valeur. Les deux monades doivent s'accepter pour que le *kairos* se

réalise dans le *lebenswelt*. La République centrafricaine semble être en train de fonder la normalisation de la facilité et de la corruption dans son système éducatif, ce qui est déjà problème du développement futur qui s'offre à notre conscience. La normalisation des écarts contre lesquels le ministère de l'éducation n'a jamais sanctionné est en train de devenir une norme éducative c'est pourquoi nous la saisissons pour la mettre en évidence afin que l'homme soit mis au centre de toutes les préoccupations politiques et éducatives de l'Etat. Karl Jaspers dans son ouvrage intitulé *Introduction à la philosophie* dit : « II (l'homme) est aussi un produit de l'histoire, que nous étudions en soumettant la tradition à un examen critique, en cherchant à comprendre le sens que les hommes ont donné à leurs actes et à leurs pensées... » (Jaspers, 1994 :65), la phénoménologie husserlienne nous a permis en tant que méthode de saisir et de comprendre le sens de différentes crises de valeurs en République centrafricaine, en particulier les différentes essences qui fondent ces crises défavorables, les essences coloniales et les essences politiques locales dans le but de proposer un retour au sujet originaire par le biais du choix de l'éducation de qualité comme fondement de temps favorable, de *kairos* c'est-à-dire du développement multiforme au cœur de l'Afrique. Nous voulons apporter au jour, au sein de la communauté scientifique la connaissance exploratrice sur les deux essences fondamentales des crises de valeurs en RCA et celle relative à la normalisation des écarts dans le système éducatif centrafricain. Le retour de *l'Ego* à *l'Alter-Ego* sera vital dans le monde de vie, car la conscience de la crise selon Husserl invite l'homme à donner un sens positif à sa vie et à celle de l'autrui par le biais de l'intersubjectivité consciente.

Références bibliographiques

- Aristote**, 1995, *La Politique*, Paris, Vrin.
- Arendt, Hannah**, 1968, *La crise de la culture*, Paris, PUF.
- Aron, Raymond, 1962, *Paix et Guerre entre les nations*, Paris, PUF.
- Boganda, Barthélemy**, 1947, *Discours au congrès national* du MRP.
- Filakota, Richard**, 2018, *L'Union africaine en crise en Centrafrique*, Paris, Saint-Léger.
- Gomina-Pampali, Laurent**, 2017, *Un Etat ça meurt aussi*, Yaoundé, Presses de l'UCAC.
- Gouga, Christophe**, 2013, *Barthélemy Boganda sa pensée et son combat politique*, Yaoundé, Presses de l'UCAC.
- Heidegger, Martin**, 1946, *Lettre sur l'humanisme*, Paris, Vrin.

Husserl Edmund,

- a1991, *Recherches logiques*, Paris, PUF.
- b1913, *Idées directrices pour une phénoménologie et une philosophie phénoménologique pures*, Paris, PUF.
- c1929, *Les Méditations cartésiennes*, Paris, PUF.
- d1937, *La crise des sciences européennes et la phénoménologie transcendantale*, Paris, PUF.

Jaspers, Karl, 1994, *Introduction à la philosophie*, Angleterre, Les presses de Cox et Wyman.

Kant, Emmanuel

- 1788, *Critique de la raison pure*, Paris, Vrin.
- 1788, *Critique de la raison pratique*, Paris, PUF.
- 1795, *Projet de paix perpétuelle*, Paris, PUF.

Ki-Zerbo, Joseph, 2003, *A quand l'Afrique ?*, Paris, Harmattan

Levinas, Emmanuel, 1972, *Humanisme de l'autre homme*, Paris, Hatier.

Machiavel, Nicolas, 1532, *Le Prince*, Paris, Libro. - Platon, 1996, *La République* livre 5, Paris, Editions Flammarion.

Ngoupandé, Jean Paul, 1997, *Chronique de la crise centrafricaine*, Paris, Harmattan, p.130.

Rousseau Jean Jacques, 1762, *Du Contrat social*, Paris, PUF.

Sartre Jean Paul, 1942, *Réflexion sur la question juive*, Paris, PUF.

.